

Accusé de réception en préfecture :	006-220600019-20240402-lmc136562-AR-1-1
Date de télétransmission :	3 avril 2024
Date de réception :	3 avril 2024
Date d'affichage :	
Date de publication :	3 avril 2024



## D É P A R T E M E N T D E S A L P E S - M A R I T I M E S

### **ARRÊTÉ N° MDA/2024/0166**

portant fixation du prix des repas du service de portage de repas à domicile, habilité au titre de l'aide sociale du ' CCAS de BEAULIEU-SUR-MER '  
Pour l'exercice 2024

*Le Président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes,*

Vu le code général des collectivités territoriales dans ses Ière et IIIème parties ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 8 décembre 2017 approuvant le règlement départemental d'aide et d'actions sociales ;

Vu la délibération de la commission permanente du 7 juin 2019, adoptant la mise à jour du règlement départemental d'aide et d'actions sociales, modifiant notamment les articles 2.63 et 2.64 ;

Vu la délibération de la commission permanente du 17 décembre 2021, adoptant la mise à jour du règlement départemental d'aide et d'actions sociales ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil départemental du 2 juin 2023 fixant, pour l'année 2023, les prix des repas des foyers-restaurants et des services de portage de repas habilités au titre de l'aide sociale ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil départemental du 12 février 2024 fixant, pour l'année 2024, les prix des repas des foyers-restaurants et des services de portage de repas habilités au titre de l'aide sociale ;

### **ARRETE**

ARTICLE 1<sup>er</sup> : Le prix des repas du service de portage de repas à domicile, habilité au titre de l'aide sociale du « CCAS de BEAULIEU-SUR-MER » est fixé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, comme suit :

**Portage de repas : 7,53 €**

ARTICLE 2 : La participation réglementaire laissée à la charge des intéressés est fixée conformément à l'article 2.64 du règlement départemental d'aide et d'actions sociales.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article R.421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs devant le tribunal administratif de Nice : 18, avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice cedex 1 /Télérecours : nice.tribunal-administratif.fr.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil départemental et la personne ayant qualité pour représenter le « CCAS de BEAULIEU-SUR-MER » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

Nice, le 02/04/2024

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur de la Maison Départementale  
de l'Autonomie,

Sébastien MARTIN

